**Section IV. Formulaires de soumission**

**[date]**

## Formulaires de soumission

###  Lettre de soumission

Appel d’offres no.: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom du marché : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Lot #: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

À l’attention de: Le Maître d’ouvrage/l’Agent de passation des marchés

Adresse :

Madame, Monsieur,

Nous, les soussignés, déclarons et attestons que :

1. Nous avons examiné le Dossier d’appel d’offres, y compris les additifs émis conformément aux Instructions aux Soumissionnaires, et n’avons aucune réserve à leur égard.
2. Conformément aux stipulations du Contrat, aux Spécifications techniques, aux Plans, au programme des activités et aux Additifs N° [**insérer le numéro de l’additif**] pour l’exécution des Travaux et services susmentionnés, nous proposons de construire et d’installer ces Travaux et de remédier aux défauts pouvant les affecter conformément aux stipulations du Contrat, aux Spécifications techniques, aux Plans, au Programme des activités et aux Additifs pour un montant de [**insérer le montant en chiffres et en lettres**] [**comme indiqué dans l’Annexe de l’Offre ou autres montants qui seraient déterminés conformément aux termes et conditions du Contrat**].
3. Si notre Offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une Garantie de bonne exécution conformément au Dossier d’appel d’offres, à commencer les Travaux dès que cela sera raisonnablement possible après la réception de la notification de commencement envoyée par l’Ingénieur, et à achever tous les Travaux à la Date d’achèvement prévue.
4. Notre Offre sera valide pendant une période **de Cent-Vingt (120)** jours à compter de la date limite fixée pour la soumission des Offres dans le Dossier d’appel d’offres, et cette Offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l’expiration de cette période.
5. Cette Offre,et votre acceptation écrite de ladite Offre par le moyen d’une Lettre d’acceptation signée que vous nous adresserez, tiendra lieu d’ accord contractuel ayant force obligatoire entre nous jusqu’à ce qu’un Contrat formel soit établi et signé.
6. Il est entendu que vous n’êtes pas tenus d’accepter une quelconque Offre, ou même l’Offre de moindre coût que vous recevez.
7. Nous respectons les stipulations de la Clause 5 des IS du Dossier d’appel d’offres, le cas échéant.
8. Tous les sous-traitants et fournisseurs éventuels respecteront les stipulations de la Clause 5 des IS du Dossier d’appel d’offres, le cas échéant.
9. Nous ne participons pas en tant que Soumissionnaire ou sous-traitant à plus d’une soumission dans le cadre de cet appel d’offres conformément à l’alinéa 5.6 (d) des IS.
10. Nous certifions que nous avons adopté des mesures afin d’assurer qu’aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne puisse se livrer à des actes de corruption ou à des manœuvres frauduleuses telles que décrites dans la Clause 3 des IS.
11. Les commissions ou primes, le cas échéant, que nous avons réglées ou que nous règlerons à des représentants ayant rapport avec cette Offre et avec l’exécution du Contrat si ledit Contrat nous est attribué, sont indiquées à la Clause 3 des IS :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom et adresse du représentant |  | Montant et monnaie |  | Objet de la commission ou de la prime |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| (s’il n’y en a aucune, indiquer « aucune ») |

1. Nous certifions que nous avons adopté des mesures afin de s’assurer qu’aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne puisse se livrer à des pratiques de pots-de-vin.
2. Nous déclarons par la présente que nous ne sommes pas engagés dans des activités interdites décrites dans la Politique de MCC en matière de lutte contre le commerce des êtres humains, et que nous ne faciliterons pas et n’autoriserons pas ces activités interdites tout au long de la durée du Contrat. Par ailleurs, nous garantissons que les activités interdites décrites dans la Politique de MCC en matière de lutte contre le commerce des êtres humains ne seront pas tolérées de la part de nos employés, de nos sous-traitants/fournisseurs et de leurs employés respectifs. Enfin, nous reconnaissons que notre engagement dans de telles activités constituera un motif de suspension ou de résiliation du Contrat.
3. Nous comprenons et acceptons sans condition que, conformément au paragraphe 40.1 des IS, toute contestation ou remise en cause de la procédure ou des résultats de cet appel d’offres se fera uniquement par le biais du Système de contestation des soumissionnaires du Maître d’ouvrage.

Le 20

Signature En qualité de

Dûment autorisé(e) à signer des Offres pour le compte et au nom de

**[en lettres majuscules ou en caractères d’imprimerie]**

Adresse :

Témoin :

Adresse :

Profession :

###  Modèle de garantie d’offre (Garantie bancaire)

**Banque :****[Nom de la banque et adresse de la branche ou du bureau d’émission]**

**Bénéficiaire :** **[insérer le nom et l’adresse du Maître d’ouvrage]**

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**GARANTIE D’OFFRE N° :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que [**insérer le nom du Soumissionnaire**] (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») vous a soumis son Offre datée (ci-après dénommée « l’Offre ») pour l’exécution de [**insérer le nom du contrat**] en réponse à l’Appel d’offres N° [**insérer le numéro de l’Appel d’offres**].

Par ailleurs, nous comprenons que, selon vos conditions, l’Offre doit être accompagnée d’une garantie d’offre.

À la demande du Soumissionnaire, nous [**insérer le nom de la Banque**] nous engageons par la présente, irrévocablement à vous payer, à votre première demande la somme ou les sommes que vous pourriez réclamer dans la limite de [**insérer le montant en chiffres**] (**[insérer le montant en lettres**]). Votre demande de paiement doit être accompagnée d’une déclaration écrite indiquant que le Soumissionnaire a manqué à l’une de ses obligations auxquelles il est tenu en vertu de l’Offre, à savoir :

(a) s’il retire l’Offre après la date limite de soumission des offres, mais pendant la période de validité de l’Offre qu’il a indiquée dans sa Lettre de soumission ; ou

(b) Si, après avoir été avisé de l’acceptation de son Offre par le Maître d’ouvrage pendant la période de validité de l’Offre, (i) il ne signe pas ou refuse de signer le Contrat, ou (ii) ne fournit pas ou refuse de fournir la garantie de bonne exécution, conformément aux stipulations de la Lettre d’acceptation ou à d’autres stipulations contractuelles.

Cette garantie expire : (a) si le Contrat est attribué au Soumissionnaire, lorsque nous recevons une copie du Contrat signé par le Soumissionnaire et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou (b) si le Contrat n’est pas attribué au Soumissionnaire, à la première des deux dates suivantes : (i) lorsque nous recevons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu et de la signature  du Contrat et de la fourniture de la garantie de bonne exécution par ce dernier ; ou (ii) vingt-huit (28) jours suivant l’expiration de la période de validité de l’Offre du Soumissionnaire.

Par conséquent, toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue par nos services à cette date au plus tard.

[***La banque émettrice devra supprimer les mentions inutiles***]. Nous confirmons que [nous sommes une institution financière dûment autorisée à fournir cette garantie dans le pays du Maître d’ouvrage] [**OU**] [nous sommes une institution financière située en dehors du pays du Maître d’ouvrage, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d’ouvrage qui assurera l’exécution de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : [**indiquer le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique**].

La présente Garantie est soumise aux Règles uniformes relatives aux garanties, Publication 758 de la Chambre de commerce internationale, Révision de 2010, sauf stipulations contraires susmentionnées.

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
[Signature(s)]**

###  Offre technique

**[Les informations devant être fournies par les Soumissionnaires dans les pages suivantes seront utilisées pour déterminer la conformité conformément à la Clause 31 des IS. À l’exception du paragraphe 2.1 ci-dessous, ces informations ne seront pas incorporées au Contrat. Vous pouvez joindre des pages supplémentaires si nécessaire.]**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Programme
2. Stipulations environnementale et sociale, et stipulations relatives à l’égalité des genres et à la santé et à la sécurité[[1]](#footnote-1)
 | * 1. Décrivez les rôles et responsabilités du personnel clé proposé (considérations techniques, environnementales et sociales, questions relatives à la santé et à la sécurité, et à l’égalité des genres) ainsi que la structure de gestion pour ces activités.
	2. Programme de travail proposé (méthode de travail et calendrier). Descriptions, plans et dessins, et tableaux selon qu’il convient pour se conformer aux stipulations du Dossier d’appel d’offres.
	3. Décrivez l’approche proposée pour gérer systématiquement les risques et l’impact sur l’environnement, la population, la santé et la sécurité pendant l’exécution des Travaux, y compris les mesures d’atténuation des effets qui seront prises, ainsi que les normes internationales applicables en matière de protection de l’environnement, de protection de la population, en matière de santé et de sécurité. Mentionnez les mécanismes appropriés pour contrôler l’exécution, présenter des rapports, remédier aux problèmes signalés et prendre des mesures correctives selon qu’il convient. L’approche doit également s’appliquer aux travaux de tout sous-traitant, le cas échéant. Donnez suffisamment de détails pour démontrer votre compréhension des questions cruciales liées à la protection de l’environnement, à la protection de la population, et aux questions de santé et de sécurité ayant rapport avec le projet.
	4. Décrivez les arrangements que le Soumissionnaire propose d’adopter et qu’il a inclus dans l’Offre pour assurer le respect des stipulations relatives à l’égalité des genres prévues dans les Spécifications techniques, y compris les interdictions du Commerce des êtres humains (CEH). Il est entendu que certains Soumissionnaires peuvent ne pas posséder ce type de compétences et d’expérience, il convient par conséquent, d’accorder une attention particulière à l’importance d’une offre interdisciplinaire et d’un plan de dotation en personnel adéquats.
 |
| 1. Ressources
 | * 1. Sous-traitants. Donnez des informations sur les contrats de sous-traitance proposés et sur les entreprises concernées. Référez-vous à la Clause 7 des CGC sur le formulaire contractuel figurant à la Section V.
 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Sections des Travaux | Valeur du contrat de sous-traitance | Sous-traitant(nom et adresse) | Expérience dans des travaux similaires |
| (a)(b) |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Pays d’origine | * 1. Les pays d’origine des principales installations, principaux matériels, biens et services à fournir sont les suivants :
 |

**Tableau des installations et matériels**

|  |  |
| --- | --- |
| Élément | Pays d’origine |
| Installations (énumérer tous les principaux éléments)  |  |
| Matériels (énumérer tous les principaux éléments) |  |
| Équipements (énumérer tous les principaux éléments) |  |
| Biens (énumérer tous les principaux éléments)  |  |
| Services (énumérer tous les principaux éléments) |  |

##  B. Formulaires de qualification du Soumissionnaire

Afin d’établir qu’il possède les qualifications nécessaires à l’exécution du Contrat conformément aux critères de qualification exigés à la Section III, Examen des Offres, Critères d’évaluation et de qualification, le Soumissionnaire devra fournir les informations requises sur les formulaires ci-après.

**Les qualifications minimales des Soumissionnaires:**

**Le (s) Soumissionnaires (s) ne sont** qualifiés que s’ils présentent un agrément ONEE type MT-BT3 seul ou en groupement,

* Un personnel minimum ***(« Formulaire « Offre Technique »)***
* Les moyens technique (Matériel) ***(Formulaire « Offre Technique/Tableau des installations et matériels ») :***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **Type et caractéristiques du matériel** | **Nombre minimum requis** |
| 1 | Pelle mécanique | 4 |
|
| 2 | Camion (>=10m3) | 4 |
| 3 | Tractopelle | 4 |
| 4 | Dame sauteuse | 4 |
| 5 | Groupe-motopompe | 4 |
| 6 | Compacteur monocylindre (>=700 kg) | 4 |

**Le personnel clé :**

Pour ce marché, le personnel Clé exigé doit obligatoirement comprendre :

• un chef de projet (ingénieur avec 5 ans d’expérience dans des travaux similaires)

• un conducteur de travaux (technicien en électricité avec 5 ans d’expérience dans des travaux similaires)

• un monteur électricien habilité par l’ONEE pour les travaux MT-BT

• un responsable QHSSE

**Le Plan Assurance Qualité (PAQ) :**

L'Entrepreneur soumettra à l’Ingénieur, dans un délai de quinze (15) jours suivant l'ordre de démarrer les travaux, le plan d’assurance qualité (PAQ) établi conformément au Schéma Organisationnel du Plan d’Assurance Qualité (SOPAQ) remis avec son offre et sur la base d’un « Contrôle Intérieur » composé d’un « Contrôle interne » et d’un « Contrôle Externe » (Ingénieur Qualité). Il définit les procédures, et leur traçabilité, à mettre en œuvre et l’organisation interne de l’Entrepreneur permettant de garantir la bonne qualité des travaux et le respect du cahier de charges. L’entrepreneur soumettra en même temps que son PAQ, son organisation en matière de respect de l’environnement, de genre et inclusion sociale et des mesures de prévention vis-à-vis de la sécurité et de la santé, notamment la prévention vis-à-vis du VIH-SIDA, et des mesures de mitigation de risques de traite de personnes. L’agrément du PAQ est un préalable absolu au démarrage effectif des travaux.

Le PAQ doit comprendre, à titre non exhaustif, une description :

* Des procédures de sous-traitance (choix et suivi des sous-traitants)
* Des procédures de réalisation des travaux : méthodologie, moyens humains et matériels nécessaires, livrables
* Des procédures d’approvisionnement en matériaux, consommables, équipements, etc.…
* Des procédures de gestion des moyens humains affectés au Projet (organigramme et répartition des responsabilités)
* Des procédures d’O&M des moyens matériels affectés au chantier
* Des procédures et modes opératoires et dispositions constructives pour l’exécution des travaux, par composante
* Les procédures de contrôle qualité interne et externe
* Des formats standards des plans, notes, rapports, formulaires d’essais, etc.… à utiliser ou à produire.
* Des procédures d’essais de qualité des matériaux et des travaux (contrôle interne et contrôle contractuel)
* Des procédures de circulation des documents entre Entreprise, Ingénieur et Maitre d’ouvrage
* Des procédures d’archivage des documents

### Le PAQ proposé sera validé par MCA Maroc et la nomenclature des documents sera conforme à celle utilisée par MCA.Formulaire ELI-1 : Fiche de renseignements sur le Soumissionnaire

Chaque Soumissionnaire doit compléter le formulaire ci-après.

|  |  |
| --- | --- |
| **Dénomination sociale du Soumissionnaire**  |  |
| **Dans le cas d’une co-entreprise ou autre association, dénomination sociale de chaque partie** |  |
| **Pays où le Soumissionnaire est constitué en société** |  |
| **Année à laquelle le Soumissionnaire s’est constitué en société** |  |
| **Adresse légale du Soumissionnaire dans le pays où il est constitué en société** |  |
| **Renseignements sur le représentant autorisé du Soumissionnaire**(nom, adresse, numéros de téléphone, numéros de télécopie et adresse électronique) |  |
| **Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :*** 1. Dans le cas d’une entité unique, statuts de l’entité juridique susmentionnée, conformément aux stipulations de la clause 5 des IS.
* 2. Autorisation de représenter la société ou la co-entreprise conformément aux stipulations des sous-clauses 21.2 et 21.3 des IS.
* 3. Dans le cas d’une co-entreprise ou autre association, lettre d’intention de constitution d’une co-entreprise ou autre association, ou de signer un accord de co-entreprise/d’association, conformément aux sous-clauses 5.2 des IS.
* 4. Dans le cas d’une entreprise publique, le formulaire du certificat d’Entreprise publique [ELI-3]
 |

### Formulaire ELI-2 : Fiche de renseignements sur la co-entreprise/l’association/le Sous-traitant

Chaque partie d’une Co-entreprise/d’une association constituant un Soumissionnaire et chaque sous-traitant connu doit compléter le formulaire ci-après.

|  |
| --- |
| **Renseignements sur chaque partie d’une co-entreprise /association/sue le sous-traitant** |
| **Dénomination sociale du Soumissionnaire** |  |
| **Dénomination sociale de la partie à la Co-entrepris ou du sous-traitant** |  |
| **Pays où la partie à la Co-entreprise ou le sous-traitant a été constitué** |  |
| **Année de constitution en société de la partie à la Co-entreprise ou du sous-traitant** |  |
| **Adresse légale de la partie à la Co-entreprise ou du sous-traitant dans le pays de constitution en société** |  |
| **Renseignements sur le représentant autorisé de de la partie à la Co-entreprise ou du sous-traitant****(nom, adresse, numéros de téléphone, numéros de télécopie et adresse électronique)** |  |
| **Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :** * 1. Statuts de l’entité juridique susmentionnée, conformément aux stipulations de la clause 5 des IS.
* 2. Autorisation de représenter la société susmentionnée, conformément aux stipulations des sous-clauses 21.2 et 21.3 des IS.
* 3. Dans le cas d’une entreprise publique, le formulaire du certificat d’Entreprise publique [ELI-3]
 |

### ELI-3 : Formulaire du certificat d’entreprise publique

Les Entreprises publiques ne sont pas autorisées à soumettre des offres pour des marchés financés par MCC pour la fourniture de biens ou travaux. Par conséquent, les Entreprises publiques (i) ne peuvent pas être parties à un quelconque contrat financé par MCC pour la fourniture de biens ou de travaux par le biais d’un appel d’offres ouvert, d’un appel d’offres limité, d’un marché de gré à gré ou de sélection d’un fournisseur unique ; et (ii) ne peuvent pas être pré-qualifiées pour un quelconque contrat financé par MCC et devant être attribué par l’une des méthodes susmentionnées.

Cette interdiction ne s’applique pas aux Travaux en régie effectués par des entités appartenant au gouvernement du pays du Maître d’ouvrage ou aux établissements d’enseignement et centres de recherches du secteur public ainsi qu’aux entités statistiques ou cartographiques, ou aux autres entités techniques, du secteur public qui n’ont pas été formées principalement dans un but commercial, ou pour lesquels une dérogation est accordée par MCC conformément à la Partie 7 des Directives sur la Passation des marchés du Programme de MCC. Vous pouvez consulter l’intégralité de cette politique sur la page des Directives relatives à la passation des marchés du Compact sur le site web de MCC (www.mcc.gov). Dans le cadre de la vérification de l’éligibilité pour ce marché, veuillez remplir le formulaire ci-dessous afin d’indiquer le statut de votre entité.

Aux fins de ce formulaire, le terme « Gouvernement » désigne un ou plusieurs gouvernements, y compris toute agence, administration, département ou autre organisme gouvernemental à un quelconque niveau (national ou infra-national).

**CERTIFICATION**

Dénomination sociale du Soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale du Soumissionnaire dans la langue et l’écriture du Pays de constitution (si elle est différente de celle indiquée ci-dessus) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Adresse du siège social ou de l’établissement principal du Soumissionnaire :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom complet de trois (3) responsables qui occupent des postes de direction au sein de l’entité du Soumissionnaire (pour tout Soumissionnaire qui est une entité) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant ; indiquez si le Soumissionnaire n’a pas d’entité-mère) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire dans la langue et l’écriture du Pays de constitution (si celle-ci est différente de celle indiquée ci-dessus) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Adresse(s) du siège social ou de l’établissement principal de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1) Un Gouvernement détient-il une participation majoritaire ou dominante (que ce soit sur la base du montant de la participation ou des droits de vote) dans votre capital ou détient-il une autre participation lui conférant des droits de propriété (que ce soit directement ou indirectement, et que ce soit par le biais de fiduciaires, d’agents ou par d’autres moyens) ?

Oui  Non 

2) Si votre réponse à la question 1 est oui, quel type d’entreprise publique êtes-vous :

1. Établissement d’enseignement Oui  Non 
2. Centre de recherche Oui Non 
3. Entité statistique Oui  Non 
4. Entité cartographique Oui  Non 
5. Autre entité technique n’étant pas constituée essentiellement à des fins commerciales Oui  Non 

3) Quelle que soit votre réponse à la question 1, veuillez répondre à la question suivante :

1. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit subventionné) ou toute autre forme d’assistance (financière ou autre) d’un gouvernement ?

Oui  Non 

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Un gouvernement vous a-t-il accordé des droits ou avantages légaux ou économiques spéciaux ou exclusifs pouvant affecter la compétitivité de vos biens, travaux ou services, ou influencer par ailleurs vos décisions commerciales ? Oui  Non 

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Un gouvernement peut-il vous imposer ou ordonner l’une des mesures suivantes à votre égard :
2. la restructuration, fusion ou dissolution de votre entité, ou la constitution ou l’acquisition de toute filiale ou autre société affiliée par votre entité ? Oui  Non 
3. la vente, la location, l’hypothèque, le nantissement ou la cession de vos principaux actifs, corporels ou incorporels, que ce soit ou non dans le cours normal des affaires ? Oui  Non 
4. la fermeture, la délocalisation ou l’altération substantielle de la production, de l’exploitation ou d’autres activités importantes de votre entité ? Oui  Non 
5. l’exécution, résiliation ou non-exécution par votre entité de contrats importants ?

Oui  Non 

1. la nomination ou le licenciement de vos directeurs, cadres dirigeants, responsables ou cadres supérieurs, ou peut-il participer à la gestion ou au contrôle de vos activités ? Oui  Non 

4) Avez-vous jamais appartenu à l’État ou été contrôlé par l’État ? Oui  Non 

5) Si votre réponse à la question 4 est oui, veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Pendant combien de temps avez-vous appartenu à l’État ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
2. Quand votre entité a-t-elle été privatisée ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
3. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit subventionné) ou toute autre forme d’assistance (financière ou autre) d’un gouvernement ?

Oui  Non 

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Même s’il ne détient pas la majorité du capital de votre entité ou ne la contrôle pas, un gouvernement continue-t-il à détenir une participation ou un pouvoir de prise de décisions dans votre entité ou dans vos activités ?

Oui  Non 

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Versez-vous de l’argent à un État autre que les impôts ou taxes dans le cours normal de vos activités, dans des pourcentages et des montants équivalents à ceux versés par d’autres entreprises non publiques dans votre pays qui exercent la même activité ? Oui  Non 

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Les participants doivent noter ce qui suit :

1. Avant d’annoncer le nom du consultant ou du soumissionnaire retenu, ou la liste de Soumissionnaires pré-qualifiés ou présélectionnés pour ce marché, l’entité MCA vérifie l’éligibilité de ce(s) consultant(s) ou de ce(s) Soumissionnaire(s) auprès de MCC. MCC conserve une base de données (en interne, par la voie de services d’abonnement ou des deux façons) sur les Entreprises publiques connues, et des recherches sur cette base de données permettront d’établir si le soumissionnaire ou consultant retenu ou pré-qualifié/présélectionné concerné par la présente stipulation figure dans cette base de données. Le soumissionnaire ou consultant retenu fera l’objet de recherches complémentaires si jugé nécessaire par MCC au vu des circonstances.
2. Toute fausse déclaration faite par une entité soumettant une Offre pour ce marché pourra être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des Directives sur la Passation des marchés du Programme de MCC et de toutes autres politiques ou directives applicables de MCC, y compris la Politique de MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de MCC.
3. Toute entité qui aura été jugée par MCC comme s’étant constituée, comme ayant sous-traité une partie quelconque de son contrat financé par MCC ou comme s’étant associée par ailleurs à une autre entité dans le but d’éviter ou de contourner les stipulations des Directives sur la Passation des marchés du Programme de MCC, ou dont l’effet potentiel ou réel de cette constitution, sous-traitance ou association est d’éviter ou de contourner lesdites Directives, pourra être considérée comme une Entreprise publique aux fins de ces Directives.
4. Toute accusation crédible selon laquelle une entité qui a soumis une Offre en réponse au présent appel d’offres est une Entreprise publique non autorisée à soumettre une offre ou une proposition conformément aux Directives sur la Passation des marchés du Programme de MCC fera l’objet d’un examen dans le cadre de la procédure de contestation des Soumissionnaires conformément à ces Directives et sera remise en cause par le biais du Système de contestation des soumissionnaires (SCS) de l’Entité MCA.

Je certifie par les présentes que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts et sincères à tous points importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une «manœuvre frauduleuse» aux fins des Directives sur la Passation des marchés du Programme de MCC et d’autres politiques ou directives applicables de MCC, y compris la Politique de MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de MCC.

Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom du signataire en caractères d’imprimerie:

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

### Formulaire CON–1 : Antécédents de défaut d’exécution de contrats

Le tableau suivant doit être complété par le Soumissionnaire et chaque partie dans une co-entreprise ou autre association constituant le Soumissionnaire.

Dénomination sociale du Soumissionnaire : [insérer le nom complet]

Date : **[insérer le jour, le mois, l’année]**

Dénomination sociale de la Partie à une co-entreprise constituant le Soumissionnaire : **[insérer le nom complet]**

Page [**insérer le numéro de page**] sur [**insérer le nombre total**] pages

|  |
| --- |
| **Contrats inexécutés conformément aux stipulations de la Section III, Examen des Offres, Critères d’évaluation et de qualification** |
| 🞎 Pas de défaut d’exécution d’un Contrat au cours des cinq dernières années qui précèdent la date limite de soumission des Offres conformément aux stipulations de la Section III, Examen des Offres, Critères d’évaluation et de qualification), Sous-facteur 2.2.1. **OU**🞎 Défaut d’exécution d’un/ de Contrat(s) au cours des cinq dernières années qui précèdent la date limite de soumission des Offres conformément aux stipulations de la Section III, Examen, Critères d’évaluation et de qualification), Sous-facteur 2.2.1. |
| **Année** | **Partie non exécutée du Contrat** | **Identification du contrat** | **Montant total du Contrat (valeur actualisée, en équivalent US$)** |
| **[insérer l’année]** | **[insérer le montant et le pourcentage]** | Identification du Contrat : **[indiquer le nom complet du contrat, son numéro et tout autre élément d’identification]**Nom de l’institution: **[insérer le nom complet]**Adresse de l’institution : **[insert la rue/la ville/le pays]**Raison(s) du défaut d’exécution: **[indiquer la ou les principales raisons]** | **[insérer le montant]** |

|  |
| --- |
| **Manquement à la -signature d’un Contrat, conformément aux stipulations de la Section III, Examen des Offres, Critères d’évaluation et de qualification** |
|  Manquement à la signature d’un contrat conformément aux stipulations du Sous-critère 2.2.2 de la Section III, Examen des Offres, Critères d’évaluation et de qualificationOU* Manquement à la signature d’un contrat conformément aux stipulations du Sous-critère 2.2.2 de la Section III, Examen des Offres, Critères d’évaluation et de qualification
 |
| Manquement à la signature d’un contratDans le cas d’un manquement à la signature d’un contrat, veuillez clarifier/expliquer votre situation conformément aux stipulations du Sous-facteur 2.2.2 de la Section III, Examen des Offres, Critères d’évaluation et de qualification |

|  |
| --- |
| **Litiges en cours** |
| **Année** | **Montant de la réclamation en pourcentage du total de l’actif** | **Identification du contrat** | **Montant total du Contrat (valeur actualisée, en équivalent US$)** |
| **[insérer l’année]** | **[insérer le pourcentage]** | Identification du Contrat : **[indiquer le nom complet du contrat, son numéro et tout autre élément d’identification]**Nom de l’institution: **[insérer le nom complet]**Adresse de l’institution : **[insert la rue/la ville/le pays]**Objet du contentieux : **[indiquer les principaux points faisant l’objet du litige]** | **[insérer le montant]** |

|  |
| --- |
| **Procès, litiges, arbitrage, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels et passés conformément aux stipulations de la Section III, Examen des Offres, Critères d’évaluation et de qualification**(chaque partie à une Co-entreprise/association constituant le Soumissionnaire doit compléter ce tableau) |
| **Vous êtes priés de fournir des informations sur les procès, litiges, arbitrage, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels et passés des cinq (5) dernières années comme indiqué sur le formulaire ci-dessous conformément au Sous-facteur 2.2.3 de la Section III, Examen des Offres, Critères d’évaluation et de qualification.** Le Soumissionnaire, ou une société ou entité apparentée, est actuellement, ou a été, au cours des cinq (5) dernières années, partie à un procès, un litige, un arbitrage, une action en justice, une plainte, une enquête ou un différend dont la procédure ou le résultant pourrait raisonnablement être interprété par le Maître d’ouvrage comme pouvant avoir un impact sur l’état financier du Soumissionnaire d’une manière pouvant affecter négativement la capacité du Soumissionnaire à satisfaire à l’une quelconque de ses obligations contractuelles : |
| 🞎 Non **OU** 🞎Oui**Si Oui, veuillez décrire :** |
| **Année :** | **Objet du litige :** | **Valeur de la décision (réelle ou potentielle) rendue à l’encontre de l’Entrepreneur en équivalent US$ :** |  |  |

### FIN-1 : Situation financière

Chaque Soumissionnaire ou partie à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire doit compléter le formulaire ci-après.

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Données financières pour les 5 dernières années [en USD]** |
|  | **2014 :** | **2015 :** | **2016 :** | **2017 :** | **2018 :** |

**Informations tirées du bilan**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Total actif** |  |  |  |  |  |
| **Total passif** |  |  |  |  |  |
| **Patrimoine net** |  |  |  |  |  |
| **Disponibilités** |  |  |  |  |  |
| **Engagements** |  |  |  |  |  |

**Informations tirées du compte de résultats**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Recettes totales**  |  |  |  |  |  |
| **Bénéfices avant impôts** |  |  |  |  |  |
| **Bénéfices après impôts** |  |  |  |  |  |

|  |
| --- |
| * Ci-après des copies des états financiers (bilans y compris toutes les notes y afférentes, et comptes de résultats) pour les cinq dernières années, comme indiqué ci-dessus, qui satisfont aux conditions suivantes :
* Tous ces documents reflètent la situation financière du Soumissionnaire ou de la partie à une Co-entreprise ou autre association, et non celle de la société-mère ou des filiales.
* Les états financiers passés doivent avoir été audités par un expert-comptable.
* Les états financiers passés doivent être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées.
* Les états financiers passés doivent correspondre à des exercices fiscaux déjà terminés et audités (les états financiers d’un exercice partiel ne seront ni demandés ni acceptés).
 |

**Ratios financiers**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ratio d’endettement à court terme**  |  |  |  |  |  |
| **Ratio d’endettement** |  |  |  |  |  |

\*Les Soumissionnaires doivent compléter ce tableau. Le Maître d’ouvrage le vérifiera pendant l’Examen de l’offre.

### FIN-2 : Chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction (Sans Objet -Pris en compte par l’agrément ONEE Type MT-BT3)

Chaque Soumissionnaire ou partie à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire doit compléter le formulaire ci-après.

|  |
| --- |
| **Données sur le chiffre d’affaires annuel au cours des cinq dernières années (Construction uniquement)** |
| **Année** | **Montant et****Monnaie** | **Taux de change** **Taux** | **US$****Équivalent** |
| 2018 |  |  |  |
| 2017 |  |  |  |
| 2016 |  |  |  |
| 2015 |  |  |  |
| 2014 |  |  |  |
| **Chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction** |  |

Les informations fournies doivent représenter le chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction du Soumissionnaire ou de chacune des parties à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire. Ce chiffres d’affaires est calculé en divisant le total des montants facturés aux clients pour les travaux en cours ou achevés, par le nombre d’années et est converti en US$ au taux de change en vigueur à la fin de chaque exercice indiqué.

### FIN-3 : Ressources financières

Chaque Soumissionnaire ou chacune des parties à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire doit compléter ce formulaire, en indiquant les sources de financement proposées, tels que les actifs liquides, les actifs immobiliers non grevés d’hypothèque, les lignes de crédit et autres moyens financiers, disponibles pour répondre aux besoins de trésorerie liés au/aux contrat(s) concernés, nets d’engagements pris par le Soumissionnaire, comme requis à la **Section III, Examen des Offres, Critères d’évaluation et de qualification**.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **Source de financement** | **Montant (Équivalent US$)** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |

### FIN-4 : Engagements contractuels actuels / Travaux en cours

Chaque Soumissionnaire ou partie à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire doit donner des informations sur ses engagements actuels dans le cadre de tous les contrats attribués, pour les contrats pour lesquels une lettre d’intention ou d’acceptation a été reçue et pour les contrats qui sont sur le point d’être achevés, mais pour lesquels un certificat officiel d’exécution totale n’a pas encore été délivré.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du contrat** | **Coordonnées, adresse/tél./télécopie du Maître d’ouvrage,** | **Valeur des travaux en cours (Équivalent actualisé en US$)** | **Date d’achèvement prévue** | **Facturation mensuelle moyenne au cours des six derniers mois( US$/mois)** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

### Formulaire EXP-1 : Expérience générale de construction

Chaque Soumissionnaire ou partie à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire doit compléter le formulaire ci-après.

| **Expérience générale de construction** |
| --- |
| **De départ****Mois****Année** | **Final (e)****Mois****Année** | **Années** | **Identification et nom de chaque contrat****Nom et adresse du Maître d’ouvrage****Brève description des Travaux réalisés par le Soumissionnaire/la Partie à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire** | **Rôle du Soumissionnaire/de la Partie à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

### Formulaire EXP-2 : Expérience similaire de construction

Veuillez compléter un (1) formulaire par contrat.

|  |
| --- |
| **Contrat de taille et de nature similaires** |
| **Contrat N° . . . . . . de . . . . . .** | **Identification du contrat** |  |
| **Date d’attribution** |  | **Date d’achèvement** |  |
| **Rôle dans le Contrat** | * **Entrepreneur**
 | * **Ensemblier**
 | * **Sous-traitant**
 |
| **Montant total du contrat** | **US$** |
| **Dans le cas d’une partie à une Co-entreprise ou autre association , ou dans le cas d’un sous-traitant, indiquer la participation au montant total du contrat** | **Pourcentage du total** | **Montant et** |
| **Risques à la charge du Maître d’ouvrage****Adresse :****Numéro de téléphone/télécopie****E-mail** |  |
| **Description de la similarité avec l’énoncé des Travaux** |
|  |  |

### Formulaire EXP-3 : Expérience spécifique de construction

Veuillez compléter un (1) formulaire par contrat.

|  |
| --- |
| **Contrat avec des activités clés spécifiques** |
| **Contrat N° . . . . . . de . . . . . .** | **Identification du contrat** |  |
| **Date d’attribution** |  | **Date d’achèvement** |  |
| **Rôle dans le Contrat** | * **Entrepreneur**
 | * **Ensemblier**
 | * **Sous-traitant**
 |
| **Montant total du contrat** | **US$** |
| **Dans le cas d’une partie à une Co-entreprise ou autre association , ou dans le cas d’un sous-traitant, indiquer la participation au montant total du contrat** | **Pourcentage du total** | **Montant et** |
| **Risques à la charge du Maître d’ouvrage****Adresse :****[Numéro de téléphone]** **[Numéro de télécopie]****E-mail** |  |
| **Description des principales activités conformément à l’expérience spécifique** |
|  |  |

### Formulaire EXP-4 : Expérience en matière de gestion de l’impact environnemental et social (E&S)

Chaque Soumissionnaire ou partie à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire doit compléter le formulaire ci-après.

| **De départ****Mois****Année** | **Final (e)****Mois****Année** | **Identification et nom de chaque contrat****Nom et adresse du Maître d’ouvrage****Brève description des Travaux réalisés par le Soumissionnaire, des types d’impact E&S ou des problèmes éventuellement rencontrés liés à l’égalité des sexes, et des mesures d’atténuation mises en œuvre** | **Rôle du Soumissionnaire (c- à-d., entrepreneur principal ou sous-traitant dans les questions liées à la gestion de l’impact E&S et les questions relatives au genre** |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

### Formulaire EXP-5 : Expérience en matière de gestion de l’impact sur la santé et la sécurité (S&S)

Chaque Soumissionnaire ou partie à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire doit compléter le formulaire ci-après.

| **De départ****Mois****Année** | **Final (e)****Mois****Année** | **Identification et nom de chaque contrat****Nom et adresse du Maître d’ouvrage****Brève description des Travaux réalisés par le Soumissionnaire et des mesures de S&S mises en œuvre** | **Rôle du Soumissionnaire (c. à d., entrepreneur principal ou sous-traitant dans les questions relatives à la Santé et la sécurité)** |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

### Formulaire REF-1 : Références des contrats financés par MCC

Chaque Soumissionnaire ou partie à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire doit compléter le formulaire ci-après et inclure des informations relatives à tous les contrats financés par MCC (soit directement avec MCC, soit avec une Entité du Millennium Challenge Account, n’importe où dans le monde) auxquels le Soumissionnaire ou un partie à une Co-entreprise/association composant le Soumissionnaire est ou a été partie, que ce soit à titre d’entrepreneur principal, de société affiliée, d’associé, de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre.

|  |
| --- |
| **Contrats avec MCC** |
| **Nom et numéro du Contrat** | **Rôle dans le Contrat** | **Montant total du contrat** | **Nom et adresse du Maître d’ouvrage** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Contrats avec une Entité MCA** |
| **Nom et numéro du Contrat** | **Rôle dans le Contrat** | **Montant total du contrat** | **Nom et adresse du Maître d’ouvrage** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. Le Soumissionnaire retenu doit exécuter les Travaux conformément au Plan de gestion environnementale et sociale de l'Entrepreneur (PGES) propre au site et au Plan de gestion de santé et de sécurité (PGSS) propre au site qu’il aura préparés après l’attribution du Contrat et qui auront été approuvés par l’Ingénieur. Le PGES et le PGSS du site devront être préparés sur la base du contenu de la Section V, Énoncé des Travaux, et du Plan de gestion environnementale et sociale du Maître d’ouvrage. Cela comprend les stipulations relatives à la participation de la communauté et à l’égalité des genres qui sont prévues dans le PGES, une analyse des données en fonction des sexes, le Plan d’intégration sociale et d’égalité des genres du Maître de l’ouvrage et les stipulations relatives à la lutte contre le CEH de la MCC, et les lois et règlements en vigueur dans le pays du Maître d’ouvrage. [↑](#footnote-ref-1)